

## Question au Gouvernement – Michel VIALAY - 2017-11-14

Mr le Président, mes chers collègues,

Ma question s'adresse au 1<sup>er</sup> Ministre.

Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre,

*« Les crédits d'aménagement du territoire, de politique de la ville et l'ensemble des dotations aux collectivités seront maintenus. C'est un engagement pris, il sera respecté »* voici les mots qu'a prononcé le Président de la République devant les préfets le 5 septembre dernier. Le Ministre de la Cohésion des Territoires a ensuite annoncé que la réussite des quartiers prioritaires et de leurs habitants était une priorité absolue du gouvernement.

Pourtant, leurs promesses n'engagent manifestement que ceux qui les écoutent car elles sont clairement en contradiction avec la réfaction annoncée et appliquée par le Préfet dès septembre, de 374 000 euros repris au Département des Yvelines dont 63 000 euros à Mantes-la-Jolie !

Il s'agit là d'un exemple mais ces baisses concernent l'ensemble des départements de France.

Alors, Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre, pouvez-vous expliquer à la représentation nationale votre sens du mot « engagement » car ces baisses semblent rentrer en totale contradiction avec vos propos et ceux du Président de la République.

Je sais que 63 000 euros ne sont rien pour un ministère, mais sachez que cela représente de quoi aider de nombreuses associations dans une ville comme Mantes-la-Jolie. Le travail de ces associations est fondamental ! C'est un élément essentiel de l'animation de nos territoires et en particulier des quartiers prioritaires !

Vous nous aviez déjà montré votre mépris pour le travail de terrain lors de la suppression de la réserve parlementaire, mais là, il s'agit d'un nouveau témoignage de premier ordre.

Vous avez aussi annoncé un « doublement des crédits accordés au nouveau programme de renouvellement urbain" le portant à 10 milliards, dont 1 milliard apporté par l'Etat. S'agit-il du milliard d'euros promis par François Hollande il y a un an ? Quant aux 4 autres milliards, où allez-vous les trouver ? Action logement a déjà fait savoir qu'il était au bout de ses capacités.

Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre, le problème du jeu de bonneteau c'est qu'il s'agit d'une arnaque, et Mr Macron doit le savoir, lui qui fait de la Com. depuis 2 jours dans les banlieues.

Alors qui sera le perdant cette fois ? Si cela doit être les collectivités locales, et les services de l'Etat parlent déjà d'une baisse des crédits politique de la ville de 20 % en 2018, ayez la politesse de le reconnaître !